

Unité départementale du Bas-Rhin  
14 rue du Bataillon de Marche n°24  
BP 10001  
67050 Strasbourg

Strasbourg, le 07/05/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ARMBRUSTER Strasbourg**

68 rue du Logelbach  
BP 54  
68000 COLMAR

Code AIOT : 0006702293

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/03/2026 dans l'établissement ARMBRUSTER Strasbourg implanté 4s rue de la Minoterie 67000 Strasbourg. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ARMBRUSTER Strasbourg
- 4s rue de la Minoterie 67000 Strasbourg
- Code AIOT : 0006702293
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ARMBRUSTER exploite un silo métallique vertical d'une capacité de 98 973 m<sup>3</sup>., destiné au stockage de céréales (blé, orge, maïs, ...). Il comprend également une tour de manutention et quatre séchoirs totalisant une puissance de 32,9 MW.

Cette installation, relevant de la rubrique 2160-2-a a initialement été autorisée par arrêté préfectoral du 11 septembre 1998.

L'exploitation du site est aujourd'hui soumise aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 12 octobre 2020 et de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004.

### Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN26 ATEX

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées au Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Séchoirs - Rejets atmosphériques - Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 12/10/2020, article 3.1.3 et 9.2.1	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
2	AN26 ATEX - Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion - Identification des zones à risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande d'action corrective	//
3	AN26 ATEX - Identification des zones à risques - Matérialisation des zones à risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	AN26 ATEX - Formation d'atmosphère explosive - Ventilation des locaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67	Sans objet
5	AN26 ATEX - Conformité des appareils - Adéquation produits ATEX / Zonage	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	Sans objet
6	AN26 ATEX - Installations électriques - Vérifications périodiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

### **Non conformités :**

#### Rejets atmosphériques :

La concentration en dioxyde de carbone dans les rejets des séchoirs n'est pas mesurée.

Les unités de mesure sont absentes dans le rapport des mesures de poussières, empêchant ainsi la vérification du respect de la valeur limite d'émission.

(mise en demeure 6 mois)

#### Déchets de poussières :

Les opérations visant à vider le local contenant les déchets de poussières, local métallique identifié comme étant une zone ATEX, ne font l'objet d'aucune consigne formalisée.

(mise en demeure 2 mois)

### **Observation :**

#### **Identification des zones ATEX :**

L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur la lisibilité du plan de zonage ATEX. En effet, la légende déborde légèrement sur le plan en lui-même, laissant penser à première vue, que des zones ATEX ont été identifiées sur le quai de chargement des bateaux.

#### **Suivi de la visite du 07 juillet 2022 :**

Lors de la dernière visite, il a été constaté que les dernières vérifications des débits des puits d'eau pour l'extinction d'incendie avaient été réalisées en 2005.

Lors de cette visite, l'exploitant a présenté les résultats de mesures des débits réalisées le 25 novembre 2024. Ces mesures indiquent des débits de 63 m<sup>3</sup>/h pour le puits "atelier" et 61 m<sup>3</sup>/h pour le puits "proche poteau".

## **2-4) Fiches de constats**

### **N° 1 : Séchoirs - Rejets atmosphériques - Autosurveillance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/10/2020, article 3.1.3 et 9.2.1			
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets air			
<b>Prescription contrôlée :</b>			
<b>Article 3.1.3 - Caractéristiques des rejets</b>			
Les effluents gazeux rejetés à l'atmosphère doivent respecter les valeurs maximales suivantes avant toute dilution uniquement en période de séchage :			
<b>Nature de l'installation/ identification de l'émissaire</b>	<b>Paramètres</b>	<b>Concentration mg/Nm<sup>3</sup></b>	<b>Flux horaire kg/h</b>
Stockage et séchage des céréales	Poussières	40	60
Séchoirs : Gaz de combustion	SO <sub>2</sub>	35	0,25
	NO <sub>x</sub>	120	6,68
	CO <sub>2</sub>	100	8000
Le débit des effluents est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). Les concentrations en polluants sont exprimées rapportées aux mêmes conditions normalisées. Pour les installations de combustion, la teneur en oxygène est ramenée à 3 % en volume.			
<b>Article 9.2.1 - Surveillance des émissions atmosphériques</b>			
L'exploitant met en place un programme de surveillance des rejets atmosphériques de ses installations, (...)			
<b>Constats :</b>			
L'exploitant a transmis les résultats des mesures réalisées lors de la campagne de 2024.			
L'inspection constate que le programme de surveillance mis en place par l'exploitant comprend			

une mesure de monoxyde de carbone (CO) en lieu et place d'une mesure de dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>). La surveillance est donc incomplète.

Pour les autres paramètres, l'inspection constate qu'aucune valeur limite d'émission n'est dépassée. Les résultats indiquent que les concentrations en SO<sub>2</sub> et NO<sub>x</sub> sont inférieures aux seuils de détection.

De plus, l'inspection constate que le prestataire ayant établi le rapport des mesures de poussières indique que la concentration maximale autorisée de poussières est de 50 mg/m<sup>3</sup> selon l'arrêté préfectoral d'autorisation. Or, la valeur réglementaire est de 40 mg/m<sup>3</sup>.

Par ailleurs, les valeurs sont exprimées sans unités. Il n'est donc pas possible de s'assurer du respect de la prescription. Il est attendu que l'exploitant confirme les unités utilisées dans le rapport des mesures de poussières.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 2 : AN26 ATEX - Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion - Identification des zones à risques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48

**Thème(s) :** Risques accidentels, Prévention des risques d'explosion

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

(...)

**Constats :**

L'exploitant a présenté un plan d'ensemble identifiant les zones susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion. Des plans détaillés par étage sont également disponibles.

Seules des zones 22 ont été définies par l'exploitant en raison de la présence de poussières. Ces zones ATEX se limitent aux élévateurs, au système d'aspiration et de filtration ainsi qu'au local contenant les déchets de poussières aspirées. Les autres zones, notamment les espaces surplombant les cellules ouvertes, ont été écartées car l'exploitant considère qu'il ne s'agit pas d'espaces confinés.

D'autres zones de dangers ont été identifiées et apparaissent sur le plan telles que les zones à risque d'incendie (séchoirs, poste de livraison de gaz, atelier d'entretien) et celles à risque électrique (transformateurs).

Le zonage ATEX a été mis à jour le 27 mai 2024. Les installations n'ont pas été modifiées depuis cette date.

L'inspection attire toutefois l'attention de l'exploitant sur la lisibilité du plan. En effet, la légende

déborde légèrement sur le plan en lui-même, laissant penser à première vue, que des zones ATEX ont été identifiées sur le quai de chargement des bateaux.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective

**N° 3 : AN26 ATEX - Identification des zones à risques - Matérialisation des zones à risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques d'explosion
<b>Prescription contrôlée :</b>  (...) <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p>
<b>Constats :</b>  <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté qu'un marquage ATEX et l'indication "zone 22" est apposé sur les éléments identifiés comme présentant un risque d'atmosphère explosible.</p> <p>L'exploitant indique que des permis d'intervention et le cas échéant un permis de feu sont établis lorsque intervention est nécessaire en zone ATEX.</p> <p>Toutefois, les opérations visant à vider le local contenant les déchets de poussières, local métallique identifié comme étant une zone ATEX, ne font l'objet d'aucune consigne formalisée, alors que ces opérations nécessitent l'entrée de personnel et de matériel de manutention.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 4 : AN26 ATEX - Formation d'atmosphère explosive - Ventilation des locaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques d'explosion
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>Les locaux identifiés à l'article 48 et recensés comme pouvant être à l'origine d'explosion sont convenablement ventilés pour éviter l'accumulation dangereuse de vapeurs inflammables et prévenir la formation d'atmosphère explosive permanente en fonctionnement normal.</p>
<b>Constats :</b>  <p>Hormis le local contenant les déchets de poussières, les zones ATEX dûment identifiées par l'exploitant se situent dans la tour de manutention. L'ensemble des équipements (élévateurs, filtres, ...) sont placés sous aspiration permanente lors du fonctionnement des installations.</p> <p>Il est à noter que le "local déchets" contient les déchets de poussières en vrac. Il n'a de "local" que le nom. Il n'est donc pas considéré comme un local devant faire l'objet d'une ventilation.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : AN26 ATEX - Conformité des appareils - Adéquation produits ATEX / Zonage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques d'explosion
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du Code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, l'inspection n'a pas constaté de défaut de conformité sur les éléments, notamment électriques, contrôlés par sondage, des équipements utilisés en zones ATEX.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : AN26 ATEX - Installations électriques - Vérifications périodiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques d'explosion
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>A. Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences.</p> <p>(...)</p> <p>Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du Code du travail relatives à la vérification des installations électriques.</p> <p>(...)</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté le dernier rapport de contrôle des installations électriques. Celui-ci date du 19 mars 2025. Il ne fait état d'aucune non-conformité.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite